

L'ÉTHIOPIE

L'hon. David MacDonald (Rosedale): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures ou, en son absence, au secrétaire d'État suppléant, et porte sur la situation qui se détériore très rapidement dans le nord de l'Éthiopie, la famine menaçant de nouveau jusqu'à 5 millions de personnes et l'accroissement des troubles sociaux nous empêchant de nous porter à leur secours.

Compte tenu de l'appel lancé cette semaine par le président du Kenya pour ouvrir des corridors de secours vers les parties les plus touchées du nord de l'Éthiopie, le secrétaire d'État suppléant peut-il nous dire quelles mesures prend le gouvernement du Canada pour s'assurer que l'aide apportée par le Canada et par l'étranger parviendra à ces gens qui en auront absolument besoin au début de l'an prochain?

L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, le député qui vient de poser cette question a acquis une vaste expérience en Éthiopie, et je sais que son inquiétude est authentique. Nous travaillons de concert avec d'autres donateurs. Nous avons cherché, avec des organisations de l'ONU et d'autres organismes d'aide internationale, à persuader le gouvernement de l'Éthiopie de nous permettre de rejoindre les victimes de la famine dans le nord de l'Éthiopie. Nous avons demandé aux organisations de l'ONU de s'assurer qu'un coordinateur, soit à New York ou à Addis-Abeba, comme ce fut le cas en 1984 et en 1988, serve d'agent de liaison avec les organismes de secours et cherche à obtenir la collaboration des parties en Éthiopie.

• (1200)

Enfin, le gouvernement a approuvé cette année l'affectation de 17,7 millions de dollars au chapitre de l'aide alimentaire et des secours d'urgence en Éthiopie: 13,4 millions de dollars aux organisations non gouvernementales canadiennes et 4,25 millions de dollars au Programme alimentaire mondial et à l'UNICEF.

Je voudrais aussi signaler au député que le directeur du programme national de l'ACDI pour la Corne de l'Afrique revient d'Éthiopie et du Soudan, où il a étudié la situation sur place. On examine son rapport en priorité afin de nous assurer que nous avons en place un mécanisme pertinent. Cette affaire prioritaire retient toute notre attention.

Questions orales

TIEM CANADA

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface): La ministre de l'Emploi et de l'Immigration étant absente, monsieur le Président, c'est au vice-premier ministre que je pose ma question.

TIEM Canada, une société nationale qui est représentée dans cinq villes, y compris Winnipeg, et qui devait venir en aide aux petites et aux moyennes entreprises, a touché des quantités énormes de fonds publics. Or, en mai dernier, cette société a fermé ses portes.

Pourquoi les ministres qui avaient fourni à cette société des subventions énormes ont-ils refusé de lui renouveler ses contrats?

[Français]

Pourquoi ces ministères, par exemple le ministère de l'Emploi et de l'Immigration, le ministère de l'Industrie, de la Science et de la Technologie, aussi bien que la Banque fédérale de développement, n'ont-ils pas renouvelé ces contrats et pourquoi ne nous donnent-ils pas le rapport de la performance de cette compagnie?

[Traduction]

L'hon. Harvie Andre (ministre de l'Expansion industrielle régionale et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, pendant des mois, j'ai maintenu un dossier à jour concernant cette société.

Comme je ne l'ai pas avec moi aujourd'hui, je prends note de cette question et m'engage à répondre sous peu au député.

M. le Président: J'autorise la députée de Vancouver-Est et le député de York-Ouest à poser une question.

* * *

L'IMMIGRATION

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Monsieur le Président, c'est à la ministre d'État chargée de l'Emploi et de l'Immigration que je m'adresse. Le règlement fédéral et les retards bureaucratiques interdisent aux enfants de ceux qui revendiquent le statut de réfugié de fréquenter l'école tant qu'on n'a pas déterminé si la revendication du parent a un minimum de fondement. Or, dans les régions de Kitchener, de Toronto, et de Vancouver, cela peut prendre jusqu'à quatre mois.